

Prise de position commune de la DGPuK, de l'ÖGK et de la SGKM concernant la crise sanitaire COVID et le personnel académique du « Akademischer Mittelbau ».

notes explicatives :

- « Akademischer Mittelbau » est une expression de langue allemande pour désigner le personnel académique entre BIATTS et Professeur des universités, c'est-à-dire des personnes « examinés » possédant les qualifications d'enseignant-chercheur mais qui ne disposent pas d'un Lehrstuhl (chaire de professorat). Le corps des Maîtres de conférences titulaires n'existe pas en Allemagne (Il existent des professeurs « Mittelbau » en Autriche, proche des Maîtres de conférences). Beaucoup de personnes avec doctorat qui étaient jadis sur des postes titulaires de « Akademischer Rat » par.ex., sont - après démantèlement de ces corps intermédiaires allemands - aujourd'hui employés sur des postes contractuels en attendant d'être recruté à poste de professeur titulaire, chose de plus en plus rare. Cette situation précaire perdure souvent jusqu'à 40 ans et plus.
- Quand il est question de « qualification » dans le présent texte, il s'agit de la période de jeunes chercheurs qui constituent un dossier susceptible de favoriser une candidature aux postes de titulaires. La qualification à la française (CNU) n'existe pas dans les trois pays de la déclaration DACH (D-Allemagne, A-Autriche, CH-Suisse).

## **COVID19 et contractuel.les scientifiques : Pas de retour à une normalité problématique**

Les personnels universitaire de niveau intermédiaire et celles et ceux qui se préparent actuellement à une carrière universitaire, dans les écoles supérieures et académies d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse, apportent une contribution indispensable à l'excellence de la recherche et de l'enseignement. Dans le même temps, leur conditions de travail sont fortement caractérisées par les emplois à durée déterminée et les structures de financement. Les effets problématiques de ces embauches à durée déterminée font l'objet d'un débat critique depuis des années en ce qui concerne les parcours professionnels, les performances et la qualité du système scientifique. Dans la pandémie de COVID19, les problèmes structurels qui déterminent déjà l'environnement de travail des scientifiques du « Mittelbau » et celles et ceux en début de carrière deviennent particulièrement visibles : l'incertitude dans le financement des emplois, l'imprévisibilité des travaux de recherche et de qualification, ainsi que l'incompatibilité des tâches scientifiques avec les activités de soins caractérisent la situation.

Cette prise de position répond à trois préoccupations : (1) d'identifier les problèmes à plusieurs niveaux des scientifiques en phase de qualification et du Mittelbau dans le contexte de la pandémie de COVID19 et au-delà ; (2) d'exprimer notre solidarité en tant que sociétés scientifiques de la région DACH (D-Allemagne, A-Autriche, CH-Suisse) avec ces scientifiques, qui travaillent dans des conditions de travail et de financement extrêmement hétérogènes ; et (3) d'inviter à un échange à la fois entre les sociétés scientifiques et également avec les acteurs de la politique scientifique, dans le but de renforcer la performance du système scientifique et d'améliorer les conditions de travail des scientifiques. Toutes ces questions doivent être considérées à la fois en termes des

conséquences aiguës de la pandémie de COVID 19 et en termes des conditions structurelles de travail en général.

Nous constatons la volonté des acteurs de la politique scientifique et du financement de la recherche de réagir aux effets aigus de la pandémie de COVID19 en ce qui concerne les conditions de travail des scientifiques temporaires (par exemple, des fonds spéciaux pour atténuer les effets négatifs sur les projets de recherche). Nous saluons expressément ces activités et invitons les acteurs concernés à continuer à créer un cadre institutionnel ou financier et en même temps non bureaucratique pour que les universités, les collèges, les instituts et les départements puissent trouver des solutions à leurs situations problématiques hétérogènes en matière de recherche et d'enseignement. Les options possibles sont, par exemple, les suivantes :

- Extension flexible des postes structurels et de projet ainsi que des bourses
- Soutien à la participation aux conférences en ligne
- Prise en compte des activités de soins dans le contexte de COVID19 lors de l'évaluation des propositions de recherche, des CV, etc.

Au-delà de la solution immédiate des problèmes aigus, nous voulons utiliser la pandémie de COVID19 comme une opportunité pour réfléchir fondamentalement aux problèmes structurels des scientifiques dans le système d'enseignement supérieur et de recherche de la région DACH. Nous encourageons tous les acteurs des instituts, des universités, du financement, de la gestion et de la politique scientifiques à profiter de l'élan de la crise pour discuter de manière prospective et améliorer la situation des scientifiques employés temporairement et en phase de qualification et du Mittelbau.

En tant que sociétés professionnelles, nous avons une expertise particulière pour le statu quo, les développements et les problèmes du domaine académique. Sur cette base, nous proposons de mener le débat sur les conditions structurelles dans lesquelles se développent les biographies (professionnelles) de scientifiques, notamment dans les domaines suivants :

1. *Financement de la recherche* : Dans le cadre de la pandémie de COVID19, les conditions-cadres difficiles de la grande proportion de postes temporaires de niveau intermédiaire ainsi que des relations de travail qui financent le travail de qualification avec des contrats de travail orientés vers des projets et des subventions sont intensifiées. Si les étapes nécessaires d'un projet de recherche ne peuvent être réalisées, cela retarde non seulement la réalisation des objectifs du projet et de la qualification des jeunes chercheurs, mais augmente également l'insécurité générale de la carrière de ces chercheurs. Même dans des conditions supposées normales, ils n'ont pas toujours le degré de prévisibilité nécessaire à un bon travail scientifique. Les extensions ad hoc du financement de projets peuvent être une mesure d'urgence judicieuse, mais nous pensons qu'il est nécessaire de mener une discussion globale sur le problème structurel du faible financement de base des universités et des institutions de recherche.
2. *Amélioration de l'enseignement* : les universitaires du Mittelbau, en particulier, apportent une contribution précieuse à l'enseignement dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur, souvent à des postes où la charge d'enseignement est (très) élevée. Ce sont précisément ces collègues qui ont converti leur enseignement à des formats purement en ligne en un temps extrêmement court et avec un effort supplémentaire considérable, et qui, ce faisant, ont trouvé des solutions qui dépassent leur situation individuelle pour les instituts et les départements dans leur ensemble. Cette contribution ne doit pas seulement être

reconnue symboliquement, mais elle doit aussi avoir plus de poids dans les décisions relatives au personnel. Car même au-delà de la crise de la COVID19, la science prospère grâce à des étudiants parfaitement formés et à la combinaison de la recherche et de l'enseignement. Dans ce contexte, ce sont les universitaires du Mittelbau et en phase de qualification qui occupent et façonnent les domaines innovants de l'enseignement. La communauté scientifique et la politique scientifique devraient en tenir compte de manière appropriée.

3. *L'accès aux ressources* : La crise de la COVID19 met en évidence l'inégalité d'accès aux ressources (en ligne). La nature et l'étendue des effets de la crise sanitaire sur le travail scientifique sont étroitement liées à la dotation institutionnelle respective. Nous avons besoin d'investissements audacieux dans une infrastructure qui rende l'accès à la connaissance équitable, par exemple par le biais du libre accès.
4. *Reconnaissance du travail de soins* : Dans le domaine scientifique également, le travail de soins est souvent réparti de manière inégale au détriment des femmes. Ce qui est évident dans la combinaison du bureau à domicile et de l'enseignement à domicile façonne généralement la pratique professionnelle et le parcours des femmes scientifiques, surtout si elles ont des enfants et d'autres obligations de soins. La création d'une famille et la qualification professionnelle se concentrent davantage dans la phase de doctorat et post-doctorat, ce qui entraîne une augmentation des abandons des études de scientifiques femmes. Dans le contexte de la pandémie, il devient évident que les succès précédents en matière d'égalité sont remis en question ou inversés. Cela doit être évité. C'est pourquoi nous avons besoin d'un cadre scientifique structurel qui garantisse l'égalité des chances pour les femmes tout en tenant compte des critères intersectionnels, par exemple en prenant systématiquement en compte le travail de soins (par exemple dans les limites d'âge ou dans les procédures de nomination et de recrutement).
5. *Perspective mondiale* : Le débat sur les conditions de travail des universitaires en phase de qualification ou du Mittelbau ne doit pas s'arrêter aux frontières nationales. Dans le contexte d'une science véritablement internationale, nous considérons qu'il est de notre devoir d'assurer des échanges avec des collègues au-delà de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, à tous les niveaux. Toutefois, la coopération échoue souvent en raison de problèmes de visa et d'autres problèmes structurels qui nécessitent une solution politique adéquate. Pour une science d'excellence, les universités et les instituts de recherche d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse doivent être structurellement ouverts aux scientifiques du monde entier.

La pandémie de COVID19 pose un défi particulier à la société et à la science. Elle nous oblige à remettre en question les points de vue et les routines établis. Mais c'est précisément pour cette raison qu'elle ouvre la voie à des idées novatrices. Ceux-ci doivent être utilisés pour des changements structurels afin d'améliorer durablement la situation des scientifiques employés temporairement dans les domaines mentionnés. Nous demandons donc expressément à tous les acteurs de la politique scientifique, mais aussi explicitement aux membres des sociétés scientifiques, d'assumer activement cette responsabilité et d'initier des processus décisionnels appropriés - dans l'intérêt de tous, mais surtout des scientifiques travaillant à durée déterminée et dans l'intérêt de la bonne science.

(traduction circonstanciée : Carsten Wilhelm)

Gemeinsames Positionspapier von DGPuK, ÖGK und SGKM zu COVID und wissenschaftlichem Mittelbau

## **COVID19 und befristet beschäftigte Wissenschaftler\*innen: Kein Zurück in eine problematische Normalität**

Wissenschaftler\*innen im Mittelbau und in der Qualifikationsphase von Universitäten, Hochschulen und Akademien in Deutschland, Österreich und der Schweiz leisten unverzichtbare Beiträge zu exzellenter Forschung und ausgezeichneter Lehre. Gleichzeitig wird ihre Arbeit maßgeblich von Befristungen der Arbeits- und Förderstrukturen geprägt. Die problematischen Auswirkungen dieser Befristungen werden seit Jahren im Hinblick auf Karriereverläufe und die Leistungsfähigkeit und Qualität des Wissenschaftssystems kritisch thematisiert. In der COVID19-Pandemie werden die strukturellen Probleme, die die Arbeitswelten von Wissenschaftler\*innen im Mittelbau und in der Qualifikationsphase ohnehin bestimmen, besonders deutlich: Unsicherheit der Finanzierung von Arbeitsstellen, Unwägbarkeit bei Forschungs- und Qualifikationsarbeiten sowie die Unvereinbarkeit von wissenschaftlichen Aufgaben mit Care-Tätigkeiten prägen die Situation.

Dieses Positionspapier hat drei Anliegen: (1) die vielschichtigen Problemlagen der Wissenschaftler\*innen im Mittelbau und in der Qualifikationsphase im Kontext der COVID19-Pandemie und darüber hinaus zu benennen; (2) uns als wissenschaftliche Fachgesellschaften in der DACH-Region mit diesen Wissenschaftler\*innen, die in höchst heterogenen Arbeits- und Förderverhältnissen tätig sind, zu solidarisieren und (3) zu einem Austausch sowohl zwischen Fachgesellschaften als auch mit der Wissenschaftspolitik einzuladen, der zum Ziel hat, die Leistungsfähigkeit des Wissenschaftssystems zu stärken und die Arbeitsbedingungen von Wissenschaftler\*innen zu verbessern. Alle diese Themen müssen sowohl mit Blick auf die akuten Implikationen der COVID 19-Pandemie als auch hinsichtlich generell struktureller Arbeitsbedingungen betrachtet werden.

Wir sehen die Bereitschaft von Wissenschaftspolitik und Forschungsförderung, auf akute Auswirkungen der COVID19-Pandemie hinsichtlich der Arbeitsbedingungen von befristet tätigen Wissenschaftler\*innen zu reagieren (z.B. Sonderfonds zur Abmilderung von negativen Effekten auf Forschungsprojekte). Wir begrüßen diese Aktivitäten ausdrücklich und fordern die beteiligten Akteur\*innen auf, weiter einen institutionellen bzw. finanziellen und zugleich unbürokratischen Rahmen für Universitäten, Hochschulen, Institute und Fachbereiche zu schaffen, um Lösungen für ihre heterogenen Problemlagen in Forschung und Lehre zu finden. Möglich sind z.B.:

- Flexible Verlängerung von Struktur- und Projektstellen sowie Stipendien
- Unterstützung digitaler Konferenzteilnahmen
- Berücksichtigung von Care-Tätigkeiten im Kontext von COVID19 bei der Bewertung von Forschungsanträgen, CVs usw.

Über die unmittelbare Lösung akuter Probleme hinaus, wollen wir die COVID19-Pandemie zum Anlass nehmen, grundsätzlich über strukturelle Probleme für Wissenschaftler\*innen im Hochschul- und Forschungssystem der DACH-Region nachzudenken. Wir ermuntern alle Akteur\*innen in Instituten, Universitäten, Wissenschaftsförderung, -management und -politik, das Momentum der Krise als Chance zu nutzen, um die Situation befristet beschäftigter Wissenschaftler\*innen im Mittelbau und in der Qualifikationsphase prospektiv zu diskutieren und zu verbessern.

Als Fachgesellschaften verfügen wir über eine besondere Expertise für den Status Quo, die Entwicklungen und Probleme des akademischen Feldes. Darauf basierend schlagen wir vor, die Debatte über die strukturellen Bedingungen, unter denen sich (Berufs-)Biographien von Wissenschaftler\*innen entwickeln, insbesondere auf folgenden Feldern zu führen:

1. *Forschungsfinanzierung*: In der COVID19-Pandemie intensivieren sich die schwierigen Rahmenbedingungen des großen Anteils befristeter Mittelbaustellen sowie für Beschäftigungsverhältnisse, die Qualifikationsarbeiten mit projektorientierten Arbeitsverträgen und Stipendien finanzieren. Wenn notwendige Schritte einer Forschungsarbeit nicht realisiert werden können, verzögert sich nicht nur die Erreichung von Projekt- und Qualifikationszielen, sondern es erhöht sich insgesamt die karrierebezogene Unsicherheit dieser Wissenschaftler\*innen. Auch unter vermeintlich normalen Bedingungen verfügen sie nicht immer über das Maß an Planbarkeit, das für gute wissenschaftliche Arbeit notwendig ist. Ad-hoc-Verlängerungen von Projektförderungen sind zwar eine sinnvolle Akutmaßnahme, doch bedarf es aus unserer Sicht einer umfassenden Diskussion über das strukturelle Problem der schwachen Grundfinanzierung von Hochschulen und Forschungsinstitutionen.
2. *Aufwertung von Lehre*: Gerade auch Wissenschaftler\*innen aus dem Mittelbau leisten wertvolle Beiträge zur Lehre an Universitäten und Hochschulen, häufig auf Stellen mit (sehr) hohem Deputat. Es sind gerade diese Kolleg\*innen, die ihre Lehre in extrem kurzer Zeit und mit beachtlichem Mehraufwand auf reine Online-Formate umgestellt und dabei Lösungen über ihre individuellen Situationen hinaus für Institute und Fachbereiche *insgesamt* gefunden haben. Diesen Beitrag gilt es nicht nur symbolisch anzuerkennen, sondern auch in Personalentscheidungen mit einem höheren Gewicht einfließen zu lassen. Denn auch jenseits der COVID19-Krise lebt Wissenschaft von exzellent ausgebildeten Studierenden sowie von der Verbindung von Forschung und Lehre. Hier sind es gerade Wissenschaftler\*innen im Mittelbau und in der Qualifikationsphase, die in der Lehre innovative Felder besetzen und prägen. Dies sollte sowohl die *Scientific Community* als auch die Wissenschaftspolitik angemessen würdigen.
3. *Zugang zu Ressourcen*: In der COVID19-Krise werden die ungleichen Zugänge zu (Online-)Ressourcen deutlich. Art und Umfang der Effekte von COVID19 für die wissenschaftliche Arbeit hängen eng mit der jeweiligen institutionellen Ausstattung zusammen. Hier benötigen wir mutige Investitionen in eine Wissensinfrastruktur, die z.B. durch Open Access den Zugang zu Wissen fair gestaltet.
4. *Anerkennung von Care-Arbeit*: Auch in der Wissenschaft ist Care-Arbeit vielfach ungleich verteilt zu Lasten von Wissenschaftlerinnen. Was in der Kombination von *Homeoffice* und *Homeschooling* offensichtlich ist, prägt generell die professionelle Praxis und Karrierewege von Wissenschaftler\*innen, ganz besonders, wenn sie Kinder und andere Care-Verpflichtungen haben. Familiengründung und berufliche Qualifikation verdichten sich in der Post-Doc- und Promotions-Phase, was nachweislich zum verstärkten Dropout

von Wissenschaftlerinnen führt. Im Kontext der COVID 19-Pandemie zeichnet sich ab, dass bisherige Erfolge in der Gleichstellung in Frage gestellt bzw. rückgängig gemacht werden. Das gilt es zu verhindern. Aus diesem Grund benötigen wir einen strukturellen Rahmen, der Gleichstellung von Wissenschaftler\*innen unter Berücksichtigung intersektionaler Kriterien sichert etwa durch die systematische Anrechnung von *Care-Arbeit* (z.B. bei Altersgrenzen oder in Berufungsverfahren).

5. *Globale Perspektive*: Die Diskussion über die Arbeitsbedingungen von Wissenschaftler\*innen im Mittelbau bzw. in der Qualifikationsphase darf nicht an den Landesgrenzen enden. Im Kontext einer wahrhaft international aufgestellten Wissenschaft sehen wir uns besonders in der Pflicht, den Austausch mit Kolleg\*innen auch jenseits Westeuropas und Nordamerikas auf allen Ebenen zu sichern. Die Zusammenarbeit scheitert jedoch vielfach an Visa-Problematiken und anderen Strukturproblemen, die einer adäquaten politischen Lösung bedürfen. Für eine exzellente Wissenschaft müssen Hochschulen und Forschungseinrichtungen in Deutschland, Österreich und der Schweiz für Wissenschaftler\*innen aus aller Welt strukturell offen sein.

Die COVID19-Pandemie fordert Gesellschaft und Wissenschaft in besonderer Weise heraus. Sie zwingt uns, etablierte Sichtweisen und Routinen zu hinterfragen. Gerade deshalb schafft sie aber auch Freiräume für innovative Ideen. Diese müssen für strukturelle Veränderungen genutzt werden, um die Situation befristet angestellter Wissenschaftler\*innen in den angesprochenen Bereichen nachhaltig zu verbessern. Wir fordern daher alle involvierten Akteur\*innen aus der Wissenschaftspolitik, aber ausdrücklich auch die Mitglieder der Fachgesellschaften ausdrücklich auf, hierfür aktiv Verantwortung zu übernehmen und entsprechende Entscheidungsprozesse anzustoßen – zum Wohle aller, aber insbesondere befristet arbeitender Wissenschaftler\*innen und zum Nutzen einer guten Wissenschaft.